Au terme de la réunion de travail d'hier au sein de la Banque Centrale de Djibouti, le chef de la mission du FMI, M Carlo Sdralevitch, a tenu aux côtés de leur représentant résident à Djibouti, M. Samba Thiam, une conférence de presse qui marquait l'achèvement de la quatrième revue du programme de facilité élargie pour le crédit ou FEC suivant le jargon des professionnels. Il en ressort que les experts du bailleur de fonds de Washington et leurs interlocuteurs djiboutiens ont revu à la baisse la reprise économique en 2010. Les deux parties se sont également accordées autour de meilleures perspectives de croissance en 2011.



Arrivée dans la matinée du dimanche 22 mai dernier à Djibouti, une mission du FMI a eu hier une réunion de travail avec les autorités nationales dans les murs de la Banque Centrale de Djibouti.

Celle-ci a mis un terme au séjour djiboutien des experts du FMI. Tout au long de leur visite de travail d'une durée de onze jours au pays, Les membres de la mission ont successivement rencontré le ministre de l'Économie et des Finances, M. Ilyas Moussa Dawaleh, le ministre de l'Agriculture M. Mohamed Awaleh, le ministre délégué au Budget, M Amareh Ali Saïd, le ministre délégué au Commerce, M Abdi Elmi Achkir, la secrétaire d'État à la Solidarité Nationale , Mme Zahra Youssouf Kayad, le Gouverneur de la Banque centrale de Djibouti, M. Djama M. Haïd et d'autres représentants de haut rang, ainsi que les partenaires au développement de Djibouti.

Au terme de la réunion d'hier au sein de la Banque Centrale de Djibouti, le chef de la mission du FMI a tenu aux côtés de leur représentant résident Samba Thiam à Djibouti un point de presse. Que doit-on en retenir.

D'abord, la mission exprime ses remerciements aux autorités pour la qualité et la franchise des discussions, ainsi que pour la chaleureuse hospitalité que lui a été réservée les autorités son séjour. Ensuite, l'environnement macroéconomique est resté mitigé en 2010.

La croissance annuelle du PIB réel a fléchi, passant de 5% en 2009 à 3.5% en 2010 en raison notamment d'un ralentissement significatif des activités du port mais aussi de la faiblesse des investissements directs étrangers.

Ceux-ci avaient substantiellement augmenté des années précédentes, jusqu'à plus de 40 % du PIB en 2007, mais se sont contractés au cours de deux derniers exercices chutant à 9.5% en 2009 puis à 2.4% en 2010.

De même, l'inflation, qui s'est située à 1.7% en 2009 a augmenté pour se situer autour de 4%, en 2010 du fait du rebond des cours mondiaux des matières premières et des denrées alimentaires.

Le déficit du compte courant s'est également sensiblement amélioré passant de 9.1% en 2009 à 4.8 % en 2010. Quant aux perspectives économiques de 2011 pour Djibouti, elles restent plus favorables qu'en 2010, en dépit de l'impact du renchérissement des prix des produits alimentaires et du pétrole.

Le PIB réel devrait augmenter pour atteindre un taux de croissance d'environ 4.8% en 2011, essentiellement grâce à la normalisation des activités portuaires et à la reprise des investissements directs étrangers.

Dans un cadre macroéconomique difficile, la République de Djibouti a conservé le programme sur les rails en maintenant la discipline budgétaire et leur programme de reforme des finances publiques, du secteur financier, et du domaine structurel, afin de créer les conditions favorables à un soutien de la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Le problème le plus important pour Djibouti reste la création d'emploi : la mission a discuté avec les membres du nouveau gouvernement et de l'administration les récentes initiatives lancées pour favoriser la création d'entreprises et l'insertion des jeunes, en particulier les diplômés, dans le secteur privé.

Le défi à court terme reste le maintien de la stabilité des prix et de la discipline budgétaire. Le budget 2011 prévoit un solde prés de l'équilibre, grâce à un renforcement des recettes fiscales ainsi qu'un contrôle des dépenses.

La République de Djibouti reste déterminée à réduire l'encours des arriérés intérieurs et à éviter leur accumulation par le renforcement du contrôle des dépenses. Parallèlement, les autorités devraient renforcer la transparence et bonne gestion budgétaire surtout dans le domaine des subventions.

Les autorités entendent poursuivre leurs efforts pour renforcer la supervision bancaire et le développement du secteur financier, y compris l'accès aux services financiers. Elles ont adopté, avec l'assistance technique du FMI, plusieurs projets de loi bancaire visant à renforcer le cadre réglementaire et la supervision ainsi qu'à améliorer les procédures d'agrément.

L'amélioration de la compétitivité de l'économie reste un objectif majeur du programme économique de Djibouti qui vise dans l'optique le développement du secteur privé et les investissements étrangers.

Dans cette optique, la République de Djibouti s'est engagée à poursuivre les reformes structurelles, et, en particulier, des mesures pour réduire le coût de l'énergie dans le cadre d'une stratégie élaboré avec les bailleurs de fonds, augmenter l'offre d'eau en baissant son coût, restructurer les entreprises publiques et améliorer l'accès de la population aux services publiques.

Enfin, la mission du FMI s'est dite heureuse de renforcer sa coopération avec les autorités nationales pour aider Djibouti dans l'atteinte de ses objectifs de croissance soutenue et de réduction de la pauvreté.

Le point avec Carlo Sdralevitch

Au terme de son séjour djiboutien d'une dizaine de jours, le chef de la mission du fonds monétaire international (FMI), M. Carlo Sdralevitch, a fait le point hier sur les conclusions de la 4ème Revue du programme de facilité élargie pour le crédit (FEC) au cours d'une conférence de presse avec les médias nationaux qui s'est tenue dans les murs de la Banque Centrale de Djibouti. Entretien.



« L'emploi, le chômage et le coût de l'énergie sont des priorités majeures du nouveau gouvernement »

Avant de rentrer dans le vif du sujet, Vous pouvez nous faire un exposé de l'objet de votre mission à Djibouti ? Et, comment s'est-elle déroulée ?

La visite de la mission de FMI à Djibouti avait pour but de faire une révision de la situation en vue notamment de approbation de la quatrième revue du programme de facilité élargie pour le crédit.

Les conclusions de cette mission de la visite à Djibouti ont été positives. Nous avons relevé le maintien de la discipline budgétaire et un avancement de reforme dans le cadre d'une collaboration extrêmement positif avec le gouvernement et la banque centrale.

Au point de vue de l'économie, notre aperçu est mitigé pour la période 2010. Nous avons constaté un peu à la baisse l'estimation des activités économiques qui ont causé un ralentissement des activités du port lié probablement aux difficultés de l'Ethiopie en matière de l'épis mais nous sommes optimistes pour 2011 avec une relance de la croissance, basée sur les activités du port, les investissements et également sur les exportations de l'Ethiopie.

Il reste des défis importants dans le domaine social telle que l'Emploi, le chômage et ce sont, sans aucun doute, des domaines prioritaires à Djibouti.

Nous avons donc été rassurés par le nouveau gouvernement auquel il revient de faire de ces questions des priorités et, deuxièmement, de trouver des solutions face aux impacts de la hausse de prix des matières premières, surtout du pétrole et du denrée alimentaire qui cause des difficultés aux ménages djiboutiens mais aussi la gestion budgétaire.

En ce qui concerne les reformes et l'application du programme, nous avons eu des agréments positifs pour la période de 2011.

Nous avons cependant noté que les élections présidentielles, un évènement très important pour ce pays, ont causé un certain ralentissement – peut être un certain distraction – des reformes.

Il faudra donc rattraper cette période et mettre en exécution des programmes de politique économique du gouvernement avec rigueur.

Est-ce que des scénarios en terme d'aide de financement ont été prévus en cas de flux massif de réfugiés à Djibouti ?

L'impact d'une crise originale est déjà évidente qui pourra éventuellement s'aggravé et c'est surtout un impact humanitaire. Nous sommes donc dans des conditions sociales de populations, plus spécifiquement celles des réfugiés. Pour l'instant, il n'y a pas des flux massifs.

Mais si cela devient une réalité; il y aura un impact budgétaire de nécessité. De tout évidence, le gouvernement djiboutien voudra bien apporter son assistance à ces réfugiés avec l'appui des bailleurs de fonds.

Ce n'est pas une crise qu'on peut ignorer à Djibouti, surtout quand il y a un lien entre deux pays.

Bien que nous n'ayons pas vu un impact pareil dans la gestion de la politique économique, mais si cela arrive il faudra être flexible et voir comment gérer au point de vue de la politique budgétaire ou encore les coûts qui pourraient demander.

Quelles sont vos appréciations globales sur l'économie djiboutienne ?

L'économie djiboutienne a pu bénéficier d'un changement radical dans la vision de la gestion économique en s'appuyant sur les investissements injectés dans les domaines tels que le logistique, le port ou encore la zone franche.

Et ce qui a d'ailleurs donné une base d'activité productive exceptionnelle, comparée à beaucoup d'autres pays. C'est un très bon début, dans un sens.

Il faudra cependant élargir le bénéfice de cette croissance et la concentrer dans des secteurs très spécifiques sur le reste de l'économie.

Ce qui peut avoir lieu, si il y a une augmentation des activités du secteur privé, pas seulement les activités du port ou à la zone franche. Et déterminer si il y a une bonne gestion budgétaire en vue d'entamer les grands programmes d'investissements ou soutenir des domaines sociaux…etc

Au cours de vos différents entretiens, est-ce que vous avez évoqué le prix de l'assurance avec vos interlocuteurs ?

En général le problème de prix, pas seulement le prix de denrée alimentaire ou du pétrole, est une question ouverte à Djibouti. Indubitablement, Djibouti souffre un peu de prix élevé comparé avec d'autres pays et ce qui pourrait handicaper sa compétitivité vers l'étranger aux services offerts.

Laissez-moi vous dire que nous n'avons pas parlé de l'assurance, en terme spécifique. Mais le prix de l'assurance est aussi une question de développement dans le système financier mais seulement et strictement bancaire.

La stratégie générale du gouvernement est d'encourager ces développements pour fournir une base logistique de service à la région.

Et dans ce sens là, certainement les prix vont connaître des augmentations. Mais sachez que ce n'est pas vraiment notre domaine spécifique et technique.

Quelles sont les prochaines étapes du programme ?

A court terme, nous comptons présenter le dossier de cette revue dans les prochaines semaines au conseil administratif du FMI pour avoir l'approbation de cette tranche.

Une commission, en l'occurrence une partie de l'équipe de la délégation, reviendra à Djibouti en octobre – après l'été - pour faire des visites.

Sachez que nous avons une représentation permanente à Djibouti qui travaille avec le gouvernement et la banque centrale, pas seulement dans le cadre du programme, mais aussi pour renforcer les capacités techniques de la gestion politique de l'économie.